

« Human Bomb » : France-Télévisions écrit l'Histoire officielle du président Sarkozy

(<http://www.voltairenet.org>)

27 septembre 2007

Quatre mois après l'accession de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République française, France-Télévisions diffuse en première partie de soirée un télé-film à sa gloire : *H.B. Human Bomb - Maternelle en otage*. Il s'agit de la reconstitution d'un fait divers de 1993.

Un déséquilibré bardé d'explosifs prit en otages 21 enfants et une institutrice dans une école maternelle à Neuilly-sur-Seine, réclamant une rançon de 100 millions de francs. N'écoutant que son courage, le maire de la ville et ministre du Budget de l'époque, Nicolas Sarkozy, négocia avec le preneur d'otages et lui remit l'argent pour sauver les enfants. En définitive, le déséquilibré fut abattu par les policiers. « Force est resté à la Loi », conclut le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, omniprésent en coulisse durant tout l'événement.

Étrangement, 14 ans plus tard, la presse française commente le téléfilm sans s'interroger plus avant sur les faits qu'il décrit. Or, à l'époque, une vive polémique opposa magistrats et policiers, donnant même lieu à un procès en correctionnelle.

Des débats judiciaires, auxquels l'auteur de ces lignes a assisté, on pouvait retenir les points suivants :

- On ignorait tout ce qui a poussé le déséquilibré à commettre son acte, s'il a été manipulé ou s'il a agit de sa propre initiative. Aucune enquête n'avait été conduite sur ce point.
- Les policiers avaient organisé un périmètre de sécurité autour de l'école, au cas où le preneur d'otage actionnerait ses explosifs. Cependant ce périmètre était restreint pour permettre aux médias de suivre l'évènement et il était si restreint qu'il n'offrait aucune sécurité. Tout se passait donc comme si les policiers savaient que le danger d'explosion n'était pas réel.
- Les policiers avaient laissé un ministre en exercice négocier avec le forcené comme s'ils savaient, eux, qu'il ne risquait pas sa vie.
- Des policiers non-identifiés, en liaison avec le ministre Charles Pasqua et à l'insu de leurs collègues, des pompiers et du procureur, avaient drogué le café du preneur d'otage de sorte qu'il dormait profondément lorsque l'équipe d'intervention a surgi et l'a abattu en interprétant comme une menace ce qui n'était qu'un geste durant son sommeil.
- Personne n'avait vu d'acte de procédure mentionnant la restitution au trésorier payeur général de la rançon prélevée sur le Trésor public par le ministre du Budget.

Bref, à l'époque, la justice avait établi que le policier qui avait tiré ignorait que ses collègues avaient drogué le forcené, mais on se posait la question de savoir si le preneur d'otage n'avait pas été manipulé par des hommes proches de Charles Pasqua pour donner une occasion à son fils spirituel Nicolas Sarkozy de se mettre en scène ; si les conditions de son exécution n'avaient pas été créées pour effacer les traces de la manipulation ; et si les manipulateurs n'avaient pas été grassement rémunérés avec l'argent du Trésor public.

Il est regrettable que ces questions légitimes n'aient toujours pas reçu de réponses et que la presse les aient même oubliées. Un grand éditeur parisien nous avait déclaré en 2006 vouloir publier une enquête sur ce sujet durant la campagne électorale présidentielle et y a en définitive renoncé.